



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1271 - 28 janvier 1988 - 4 F

D 1271 EL SALVADOR: RETOUR DE 4.500 RÉFUGIÉS

Depuis bientôt sept ans des milliers de paysans salvadoriens, dont une majorité de femmes et d'enfants, avaient fui les zones de guerre et s'étaient réfugiés au Honduras voisin. Deux camps principaux les abritaient, Colomoncagua et Mesa Grande, où ils n'avaient qu'un espoir: rentrer chez eux la paix revenue (cf. DIAL D 1249). En janvier 1987, 4500 d'entre eux du camp de Mesa Grande décidaient de rentrer bien que la paix ne soit pas revenue. Le 10 octobre 1987, lassés d'attendre un accord des autorités toujours ajourné, ils décidaient de rentrer massivement en El Salvador. Ci-dessous, un résumé de leur aventure hardie.

Note DIAL

1. Le retour des réfugiés salvadoriens du Honduras (Revue Carta a las Iglesias du 1-15/10/87)

Le 10 octobre quelque 4.300 Salvadoriens, qui avaient passé sept ans en camps de réfugiés au Honduras, sont revenus dans leur pays. D'après le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), c'est le déplacement de réfugiés le plus massif de toute l'histoire de l'Amérique latine. De nombreuses personnes ont aidé (et fait obstacle) à leur retour, mais le mérite principal de ce grand exploit en revient à eux, les paysans qui avaient dû fuir les horreurs de la violence et de la répression, et qui ont décidé de revenir bien que les endroits où ils retournent ne soient pas pacifiés. Et cela il faut le faire valoir.

Ils ne reviennent pas dans une terre promise, avec des fleuves de lait et de miel, mais dans un pays où le lion continue de manger l'agneau, où le fusil reste le fusil, où les champs continuent d'être dévastés par les bombes, et où l'eau des sources et des rivières continue d'être teintée de sang jeune, si souvent innocent. Ce n'est donc pas un retour idyllique, mais une entreprise courageuse et consciente devant les difficultés qui les attendent. "Nous arrivons décidés. Prêts à pleurer, s'il faut pleurer. Prêts à rire, si on peut rire." Mais ils sont venus.

C'est en janvier de cette année qu'ils ont pris la ferme décision de rentrer. Si c'était avec l'appui des institutions et des gouvernements, cet appui serait le bienvenu; si c'était sans lui, ils reviendraient par leurs propres moyens. Ils ont décidé de revenir dans cinq endroits déterminés: à Santa Marta, dans le Cabañas; à Copapayo, dans le Cuscatlán; à Arcatao, à San Antonio Los Ranchos et à Las Vueltas, dans le Chalatenango. Et ils ont mis huit conditions indispensables à leur rapatriement: 1) le retour à leurs lieux d'origine; 2) le droit de travailler librement; 3) le refus du recrutement forcé; 4) qu'il n'y ait ni poste militaire ni défense civile dans les futurs lotissements; 5) qu'il n'y ait plus de bombardements; 6) la liberté de déplacement; 7) le droit à l'aide de la communauté internationale; 8) le libre accès aux médias.

De ce mois de janvier au 10 octobre il y a eu bien des incertitudes. En El Salvador l'armée n'en veut pas et le gouvernement a retardé le rapatriement des réfugiés et mis des conditions à leur retour: celui-ci devait être graduel et non pas massif, individuel et non pas collectif, dans des endroits contrôlés par le gouvernement et non pas dans leurs lieux d'origine. Jusqu'au dernier moment le gouvernement est resté sur ses positions, mais le 9 octobre les réfugiés n'en pouvaient plus d'attendre. Ce jour-là ils se sont réunis et ont procédé à deux votes. Le premier: s'ils attendaient encore quelques jours, avec une autre réunion de la commission tripartite, ou s'ils partaient le lendemain 10 octobre; ils ont voté qu'ils partaient le 10. Le second: s'ils allaient sur les terres proposées par le gouvernement, ou s'ils retournaient dans leurs lieux d'origine; ils ont voté qu'ils retournaient dans leurs villages. Et c'est ce qui est arrivé. En autocars et en camions ils se sont rendus à la frontière. Un paysan a expliqué très clairement leur décision: *"Le gouvernement dit qu'il nous fait attendre pour mieux nous recevoir. Mais quand on nous a fait partir à coups de bombardements, c'était pas dans l'ordre."* C'est pourquoi, avec ou sans garantie du gouvernement, ils ont effectué le retour.

De fait, ils sont maintenant pratiquement tous rentrés au pays. Ils ont trouvé soutien et difficultés, mais ils sont rentrés chez eux. On ne résume pas en une page tous les problèmes, toutes les souffrances et tous les espoirs de ces journées. Mais terminons là sur leur espérance. Les groupes qui se dirigeaient sur Arcatao et Los Ranchos, les derniers à franchir la frontière, ont eu la messe avec Mgr Gregorio Rosa. Ils y ont chanté les cantiques qui entretenaient leur espérance au Honduras, sauf que cette fois ils se trouvaient un peu plus près de la réalité. En raison des difficultés pour arriver à leurs destinations, les deux groupes se sont joints l'un à l'autre. Et voilà que, soudain, ils se sont trouvés face aux habitants d'Arcatao et de San José Las Flores qui venaient à leur rencontre en procession pour les accueillir, avec des bannières blanches à titre de bienvenue. *"J'ai été bien content"*, ont-ils déclaré les uns et les autres.

Puisse leur joie être durable et grandissante!

2. Interview de Ramón Rosales, membre de la direction nationale du Comité chrétien pour les déplacés d'El Salvador (Journal *El Mundo* du 27/10/87)

Question - Qu'est-ce qui a provoqué le retour au pays de 4.500 Salvadoriens qui se trouvaient dans le camp hondurien de Mesa Grande depuis environ six ans?

Ce qui a provoqué le retour de 4.500 réfugiés salvadoriens qui sont restés environ six ans dans le camp de Mesa Grande au Honduras, c'est le refus des gens de continuer à vivre de la charité internationale. C'est aussi à cause des continuelles accusations, avec les harcèlements qui s'ensuivent, de faire partie de la guérilla salvadorienne pendant leur séjour dans ce camp.

En fin novembre 1986, ils ont fait savoir publiquement leur désir de rentrer au pays et ils l'ont fait savoir au gouvernement salvadorien dans un document qui demandait une réponse immédiate à leurs demandes: en particulier le retour collectif au pays de 4.500 réfugiés. Le gouvernement salvadorien n'a pas répondu à la demande des réfugiés et il nous a complètement ignorés. C'est pourquoi nos frères ont commencé à faire une série de déclarations dans lesquelles ils exprimaient leur désir de rentrer en El Salvador. Ils le voulaient à cause du contrôle et des fortes pressions militaires qu'exerçaient les autorités honduriennes, et à cause aussi de leur situation d'enfermement qui les empêchait, eux des travailleurs, de travailler librement.

Des démarches ont été faites de longs mois durant pour obtenir l'autorisation de retour, dans une action noble et digne de la part de nos compatriotes. Récemment, le

gouvernement Duarte a été averti que les 4.500 réfugiés avaient décidé de rentrer au pays le 1er octobre. Le gouvernement salvadorien n'a pas répondu à la pétition. Il a prétexté que la responsabilité de la décision revenait à la commission tripartite composée d'un représentant du gouvernement hondurien, d'un autre du gouvernement salvadorien et d'un troisième du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR); c'est dans le cadre de cette commission tripartite qu'il fallait discuter du rapatriement et de ses modalités.

Compte tenu de leur expérience des démarches faites et de la légèreté du gouvernement dans sa réponse, les choses étant ce qu'elles sont, les réfugiés ont marqué le 10 octobre comme date limite de retour au pays. La situation a été qualifiée d'exode massif par le HCR qui a déclaré que cela n'était pas possible si le gouvernement Duarte ne faisait pas face à la situation.

Pour nous du Comité chrétien pour les déplacés d'El Salvador, au cours de réunions avec M. Roberto Rodríguez Casabuena, responsable du HCR en El Salvador, nous avons fait part de nos préoccupations comme organisation représentative de la majorité des personnes déplacées en El Salvador ou en dehors du pays, et nous lui avons expliqué que nos frères devraient rentrer au pays sous la protection du HCR comme organisme international. M. Casabuena nous a répondu que cela entraînait dans le cadre de ce que le gouvernement était en train de faire.

En vue de ce retour, notre organisation a donc élaboré un plan d'urgence pour l'accueil de nos compatriotes, suite à la décision courageuse et patriotique qu'ils avaient prise en voulant rentrer. Nous avons fait tout notre possible pour les accueillir à la frontière d'El Poy, car c'était leur volonté inébranlable; elle était en contradiction avec la prudence du gouvernement Duarte et des forces armées qui cherchaient à se servir des lois pour essayer de contrer la volonté des Salvadoriens.

Q. - Quelle a été l'attitude du HCR et des autorités militaires du Honduras envers les réfugiés salvadoriens?

L'attitude du HCR a collé à la volonté du gouvernement hondurien et n'a pas répondu à l'attente des réfugiés. De ce fait nos frères n'ont pas pu agir librement à l'intérieur du camp et ils ont été soumis à un contrôle militaire strict; des limites à ne pas franchir ont été imposées aux réfugiés et s'ils les franchissaient, ils étaient arrêtés et conduits dans les casernes du Honduras, sous l'accusation d'appartenir à la guérilla salvadorienne.

Dernièrement, sur ordre de M. Waldo Villalpango, délégué du HCR au Honduras, le gouvernement salvadorien avait décidé d'imposer le drapeau hondurien dans ce camp: tous les matins, les réfugiés devaient rendre les honneurs au drapeau, en présence des autorités militaires honduriennes et des délégués du HCR. Devant cette imposition, nos frères ont dit non. Ils ont dit qu'ils pouvaient mettre le drapeau salvadorien, puisqu'ils étaient des Salvadoriens, et qu'ils ne se soumettraient jamais à des volontés étrangères ou à des gouvernements qui prétendaient leur imposer des lois contraires à leur volonté.

Q. - Peux-tu raconter la sortie de Mesa Grande, et quels traitements ont été donnés aux réfugiés par les autorités civiles et militaires salvadoriennes?

Oui. Le 10 octobre à l'aube est sorti le premier convoi d'autocars qui emmenait 1200 personnes à destination de Santa Marta, près de Villa Victoria, dans le Cabañas. Il y a eu alors tromperie de la part du HCR. En effet le comité de rapatriement, organisé par les réfugiés eux-mêmes au Honduras, avait donné au HCR la liste de l'ordre de sortie des autocars. Il était prévu que partirait en premier la communauté de Las Vueltas, dans le Chalatenango. Mais le délégué du HCR, agissant en conformité avec la politique de Duarte, a trompé les réfugiés en profitant de leur état d'esprit

pour leur faire croire que le convoi de Las Vueltas était déjà parti et que c'était le tour de celui de Santa Marta. Ce qui était faux et en contradiction avec les ordres passés au cours des réunions préparatoires.

Q. - Quelle était la situation des réfugiés en arrivant à El Poy et comment les avez-vous accueillis?

Au poste frontière salvadorien d'El Poy, nous étions là à huit heures du matin. Mais comme représentants du Comité chrétien pour les déplacés d'El Salvador, on ne nous a pas laissé entrer dans le bureau des migrations. Les rapatriés ont fait l'objet de longs interrogatoires de la part du service des migrations. Par exemple: que pensez-vous de la démocratie? Pourquoi avez-vous quitté votre pays? Pourquoi voulez-vous retourner dans les zones de guerre du pays? Qu'avez-vous fait au cours des derniers mois?...

Un peu plus tard on a vu arriver M. Ernesto Bellos Funes en compagnie de Rey Prendes et d'un officier supérieur de l'armée, qui ont fait un show de propagande en déclarant que cet accueil était fait dans le cadre d'Esquipulas II (1), que c'était la démocratisation qui avait permis le rapatriement, que c'était les effets de la signature des accords de Guatemala. C'est ainsi que le gouvernement salvadorien a essayé de se transformer en héraut absolu du rapatriement. Mais nous disons au gouvernement que ce n'est pas lui ni aucune autre autorité politique le responsable du rapatriement, mais bien la volonté de 4.500 réfugiés.

Q. - Quels étaient les endroits proposés aux rapatriés par le gouvernement salvadorien?

Il y avait d'abord Valle Verde, dans la commune d'Aguilares; puis un domaine à Rosario de Mora, dans le département de San Salvador; et un endroit dont nous ignorons le nom, dans le Sonsonate. C'était en contradiction avec les objectifs proposés par nos frères, car depuis neuf mois ils avaient dit au gouvernement leur volonté de retourner dans leurs lieux d'origine: Santa Marta, près de Villa Victoria, dans le Cabañas; Copapayo, dans le Cuscatlán; Guarguila, Las Vueltas et La Ceiba, dans le Chalatenango.

Q. - Quelles sont les principales revendications du comité?

Principalement le retour et la permanence dans nos lieux d'origine, la liberté de déplacement, la liberté de travailler la terre et de la cultiver, et quelques autres exigences comme la fin du recrutement forcé, des bombardements aveugles, des mitraillages et des opérations militaires. Nous sommes également contre la formation de défense civile, car nous ne voulons pas être impliqués dans le conflit armé et puisque le gouvernement salvadorien déclare qu'il dispose d'une armée qui veille sur les droits du peuple. Mais nous n'y croyons pas car, dans la pratique, c'est tout le contraire. C'est pour ça que nous avons raison d'exiger la fin des bombardements et des menaces contre nos frères qui travaillent la terre pour survivre.

(1) L'accord de paix de Guatemala, signé le 7 août 1987 entre le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. Cf. DIAL D 1231 [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441